

RETOUR À GAZA



Depuis 2002, Christophe DENANTES, médecin, visite régulièrement Gaza, lors de missions humanitaires. Voici les notes de son dernier voyage.

ÉTAT DES LIEUX D'UN DRAME QUE LE BLOCUS ISRAËLIEN CONTINUE A AGGRAVER.

Les deux millions d'habitants — dont plus de 50 % ont moins de 18 ans — de la Bande de Gaza vivent sous blocus israélien depuis 2007. Leur situation s'est aggravée depuis juillet 2013, date de la fermeture de Rafah, poste frontière égyptien et principal point de passage pour les Palestiniens.

Cette population a subi trois guerres, en 2009, 2012 et 2014. Au cours de l'offensive de 2014, qui a duré cinquante jours, 2200 Palestiniens ont été tués, en grande majorité des civils, et 19 000 habitations ont été détruites, ce qui représente 150 000 logements. Le blocus, qui concerne l'entrée et la sortie de produits alimentaires et industriels, de matériaux de construction, et aussi des personnes, ne permet ni la reconstruction ni le redémarrage de l'économie. Aujourd'hui 65 000 personnes sont toujours déplacées (elles étaient 75 000 en avril 2016 date de ma dernière mission). Elles sont relogées dans des « préfabriqués » ou vivent dans les ruines de leurs maisons. Pendant mon séjour, l'électricité fonctionnait six à huit heures par jour — seulement quatre heures par jour en avril — et les coupures d'eau étaient fréquentes. Le chômage touche 41 % de la population active.

La fracture politique entre Ramallah et Gaza contribue à aggraver la rigueur du blocus

L'Autorité Palestinienne (AP), représentée par son président Mahmoud ABBAS et son gouvernement, siège à Ramallah d'où elle administre la Cisjordanie et la Bande de Gaza (une bande de 40 km de long et de 8 à 10 km de large, pour une superficie totale de 360 km²). Depuis 2007 l'AP, dominée par le FATAH, parti nationaliste et laïc, n'a plus d'autorité sur la Bande de Gaza où le Hamas détient le pouvoir. Ce dernier, proche des Frères musulmans, après avoir remporté les élections législatives en 2006, a évincé l'Autorité Palestinienne (AP) de la Bande de Gaza à l'issue d'une année de troubles et d'insécurité suscités par les milices pro-FATAH de Mohammed DAHLAN. On trouve aujourd'hui, dans l'opposition au Hamas, des militants du FATAH, des militants du FPLP (un parti de gauche), et des militants du Djihad islamique (un parti issu des Frères musulmans). FPLP et Djihad islamique militent pour la réconciliation entre l'Autorité Palestinienne et le Hamas. Je ne parlerai pas des Salafistes et d'éventuels partisans de DAECH que je n'ai pas rencontrés, mais dont un ami du Hamas disait qu'ils sont soit des ignorants connaissant mal l'Islam, soit des provocateurs ou des trafiquants qui manipulent les premiers.

Un gouvernement d'union nationale, composé de technocrates, a été mis sur pied en juin 2014 à Ramallah, mais en l'absence d'entente entre le FATAH et le HAMAS, son rôle se limite au versement du salaire des fonctionnaires recrutés avant 2007 et au contrôle conjoint avec Israël et l'Égypte des postes-frontière, sans oublier l'approvisionnement de la bande de Gaza en produits venant ou transitant par Israël : matériel médical et produits pharmaceutiques, pétrole et produits dérivés, électricité. Les dernières élections, présidentielles, législatives et municipales, remontent à 2005 et 2006. Des élections municipales qui devaient avoir lieu pendant notre séjour ont été reportées de 6 mois, ce qui a suscité la colère de la société civile, laquelle estime que les politiques — plus soucieux de garder leurs positions dominantes, en Cisjordanie pour l'AP et à Gaza pour le Hamas — ont bloqué le processus.



Vie quotidienne à Gaza

À Gaza, il existe une fracture sociale entre ceux qui ont des revenus et ceux qui n'en ont pas à cause du blocus et de la fracture politique entre Ramallah et Gaza

Le chômage touche 41 % de la population active et il atteint 60 % chez les jeunes, n'épargnant pas les jeunes diplômés de l'université (bac +4)

La situation des fonctionnaires illustre les conséquences du désaccord entre Ramallah et Gaza. En avril 2007, lors de la prise du pouvoir dans la Bande de Gaza par le Hamas, Ramallah avait donné l'ordre aux fonctionnaires de la Bande de Gaza de rester chez eux. La majorité des fonctionnaires des ministères de l'Éducation et de la Santé ont progressivement repris leur travail dans le courant de l'année 2007, mais l'ensemble des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur (ils représentaient plus de la moitié des fonctionnaires palestiniens se répartissant dans une dizaine de services de sécurité créés en 1994 par Yasser Arafat) n'a jamais repris le travail. Pour remplacer les fonctionnaires grévistes, qui en 2016 continuent à toucher l'intégralité de leur paye de Ramallah, le Hamas en a recruté d'autres. Ils sont policiers, soignants, enseignants et agents administratifs. Ces fonctionnaires payés par le Hamas touchent 40 % de leur salaire depuis le début de l'année, après n'avoir pas reçu de salaires pendant plusieurs mois en 2014 et 2015.

Concernant l'électricité, l'AP à Ramallah refuse de payer à Israël la facture de l'électricité et du fuel qui alimente la centrale électrique de Nousseirat au motif que le Hamas ne facture pas leur consommation aux municipalités les plus dévastées par la guerre (Shujaya), aux administrations (les ministères) et aux associations culturelles qui gèrent les mosquées. Pour des raisons techniques, la centrale électrique ne fonctionne pas à pleine capacité.

Dans la ville de Gaza, l'opulence côtoie la misère : depuis peu de temps on voit des enfants, des femmes avec leur bébé ou seules, voir des hommes qui mendient dans les rues. Dans le reste du territoire — à Beit Hanoun au nord ou à Khan Younes au centre — la misère de familles nombreuses ayant perdu leur logement est plus criante : elles vivent dans des préfabriqués, ayant un accès précaire à l'eau et à l'électricité, qui sont bordés de ruelles non goudronnées, où s'entassent les ordures au milieu desquelles des enfants jouent pieds nus.

Les secteurs agricoles et de la pêche sont sinistrés

L'armée israélienne impose « une zone tampon » de 500 m de large le long de la frontière, ce qui représente 30 % des terres cultivables. Les branches militaires du HAMAS, du FATAH et du DJIHAD ISLAMIQUE disposent d'une route qui longe le mur à une distance de 300 m sur laquelle sont installés des postes d'observation pour prévenir et riposter aux incursions israéliennes. Les paysans exploitent leurs terres jusqu'à cette route mais leurs animaux (ânes, chèvres...) et parfois eux-mêmes sont la cible des snipers israéliens. Jeudi 13 octobre, un enfant de dix ans, Abdullah Nasser Atwa Abou Modif, est décédé après avoir reçu une balle dans le dos à 'al-Qarara zone à l'est de Khan Yunis. Selon le ministère de la Santé, c'est le 30^e Palestinien à être tué par des tirs israéliens depuis le 1er octobre 2015.

Pour la pêche en mer, Israël impose « une zone de pêche autorisée » qui, après la guerre de 2014, a été portée de 3 à 9 miles. En 1993, les Accords d'Oslo avaient prévu une zone de pêche de 20 miles. Elle est aujourd'hui de six miles avec une « zone tampon » entre cinq et six miles dans laquelle la marine israélienne peut tirer sur les pêcheurs, les arrêter et confisquer leurs bateaux. Selon le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR), la marine israélienne a arrêté soixante et onze pêcheurs et confisqué vingt-deux bateaux de pêche en 2015. Elle a ouvert le feu au moins 139 fois sur des pêcheurs palestiniens, en blessant vingt-quatre et en endommageant seize bateaux de pêche.

L'agriculture emploie 7000 à 12 000 travailleurs agricoles en fonction de la saison. La production a augmenté de 65 % après l'évacuation en 2005 des colonies israéliennes qui occupaient des terres agricoles. Alors que la population atteint maintenant deux millions d'habitants, la Bande de Gaza qui a diversifié sa production reste dépendante des importations transitant par Kerem Shalom. Le secteur de la pêche emploie 3 000 à 4000 personnes qui travaillent avec 1200 bateaux.

Les exportations sont contingentées côté israélien avec en septembre 152 camions dont 95 à destination de la Cisjordanie, 39 pour Israël et 18 pour l'international. Rien ne sort du côté égyptien.

Les secteurs industriels et de la construction sont aussi sinistrés

L'infrastructure industrielle a été détruite à 90 % pendant la guerre de 2014. Il existe une liste de produits dont l'importation est soumise à de sévères restrictions, voire interdites, car ils sont considérés à « double usage », civil et militaire. Je citerai l'exemple du bois dont l'épaisseur ne doit pas dépasser 1 cm (car Gaza depuis toujours importe du bois et exporte des meubles). Des composants et des machines nécessaires à la réhabilitation d'équipements aussi essentiels que la centrale électrique de Nousseirat et les usines de traitement et de distribution de l'eau sont soit soumis à des quotas, soit interdits. L'industrie est aussi pénalisée par les coupures d'électricité.

Le secteur du bâtiment fonctionne, mais son activité dépend de l'approvisionnement en ciment, fers à béton et gravier. De ces matériaux, seul le gravier n'est plus sur la liste de produits à « double usage ». Il est passé en septembre 5557 camions transportant du matériel de construction par Kerem Shalom et 204 camions par Rafah. Cet approvisionnement en matériel de construction est régulièrement interrompu, Israël soupçonnant le Hamas de l'utiliser pour construire des tunnels.



Gaza. Extérieur

Les entraves à la libre circulation des personnes se sont aggravées

Avant le début de la 2^e intifada en octobre 2000, 30 000 Palestiniens allaient travailler en Israël. Frontaliers du nord de Gaza, ils traversaient chaque jour le check point d'Erez.

On enregistre aujourd'hui 550 passages quotidiens vers Israël. Il s'agit de malades, de commerçants et de travailleurs humanitaires bénéficiant d'une coordination pour une durée de 1 à 6 mois. En 2016, le COGAT, l'organisme de l'armée israélienne qui gère les territoires occupés palestiniens, a réduit le nombre de permis de 15 % : les autorisations permanentes pour les commerçants ont été diminuées de 400 à 100 et celles de 100 Palestiniens travaillant dans des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales n'ont pas été renouvelées. Le COGAT a demandé à ces derniers d'attendre 1 an avant de renouveler leur demande. Deux d'entre eux, travaillant pour OXFAM et pour World Vision, ont été accusés (sans preuve) de liens avec le HAMAS et incarcérés en Israël, ce qui traduit un durcissement du blocus.

Du côté de Rafah, le blocus égyptien est presque total depuis juillet 2013. Le passage de Rafah a été ouvert 18 jours depuis le début de l'année. Ce blocus pénalise la population de Rafah au plan économique, mais aussi toute la population de Gaza pour laquelle le passage de Rafah était, depuis 2000, l'unique possibilité d'entrer et de sortir. Au moins 27 000 personnes ont fait une demande de sortie dont 5200 malades et 3300 étudiants qui attendent parfois depuis plusieurs mois.

Les Égyptiens justifient cette fermeture en disant qu'ils veulent n'avoir qu'un seul interlocuteur, l'Autorité Palestinienne.

En guise de conclusion je dirai que si la vie continue, plus que lors de mes précédentes missions à Gaza débutées en 2002, j'ai entendu de la part de mes amis critiques et récriminations à l'égard du Hamas et de l'AP, l'un et l'autre accusés de préférer le statu quo à l'organisation d'élections. Lors des dernières élections organisées par Ramallah, les législatives de janvier 2006, le vote protestataire contre une AP accusée de corruption avait permis la victoire du Hamas et Ramallah vient de repousser une nouvelle fois la tenue d'élections municipales. La présence de Mahmoud Abbas président de l'AP aux obsèques de Shimon Peres n'a pas été comprise, mais le Hamas après dix années de pouvoir à Gaza, n'est plus exempté de critiques. Les gazaouites voient dans l'intransigeance du Hamas la cause de la pérennisation du blocus et de la fermeture du passage de Rafah aux voyageurs.

Christophe DENANTES

Mercredi 26 octobre 2016

Note du voyage à Gaza, du 1^{er} au 14 octobre 2016